



Philippe Meirieu

Âge : 61 ans

Fonction : professeur des universités en sciences de l'éducation.

CV : Spécialiste en sciences de l'éducation et en pédagogie, il a, entre autres, dirigé l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Lyon jusqu'en 2006.

Élu en 2010 au Conseil régional Rhône-Alpes, il est nommé vice-président chargé de la formation tout au long de la vie.

Qu'est-ce qu'éduquer ?

L'éducation est un processus indispensable mais provisoire. Indispensable car il n'y a pas d'exemple d'être humain qui ait atteint le stade d'adulte sans avoir été éduqué. Provisoire parce qu'il doit s'arrêter dans le temps. C'est un processus dissymétrique qui met en présence un adulte qui incarne un passé et un nouveau venu qu'il convient d'introduire dans le monde. Enfin, c'est un processus qui vise à l'émergence d'un sujet dont on ne sait pas à l'avance ce qu'il sera. Ce qui fait de l'éducation quelque chose de difficile au sens où accompagner un sujet dans sa construction nous oblige à lâcher prise sur le résultat tout en faisant de notre mieux. Il y a dans l'éducation une part essentielle de transmission parce que pour que la liberté d'un sujet émerge, il faut qu'on le nourrisse d'un certain nombre d'outils, de savoirs. Mais l'éducation ne se limite pas à la simple transmission.

N'y a-t-il pas eu déficit et faillite de cette transmission ?

Je ne pense pas qu'il y ait eu délibérément dans l'histoire un refus de transmettre. Il y a des difficultés à transmettre. Il y a eu la recherche d'outils qui soient simultanément des outils de transmission et d'émancipation par rapport à une conception de l'éducation où la transmission était très

normalisatrice. On transmettait les savoirs dans une perspective de reproduction. Il y a eu – et il y a toujours – des débats sur ce que l'on doit transmettre et comment le faire. Personne n'a jamais défendu l'idée que l'enfant devait choisir sa propre langue, sa manière de table et quelles disciplines on allait lui enseigner à l'école. S'il en était ainsi, l'éducation serait un paradoxe : le choix de ce que l'on doit apprendre n'est possible qu'à l'issue de l'éducation. Après, on peut discuter sur la question des méthodes.

Elles sont encore un sujet qui fâche...

Effectivement, nous avons longtemps vécu dans une société et dans un monde éducatif qui considérait que les méthodes de transmission étaient des méthodes d'inculcation et de répétition. Ce qui est apparu avec l'éducation nouvelle – pas si nouvelle parce qu'elle date de 1899 – ça n'est pas la volonté d'abandonner la transmission mais de la rendre plus efficace en donnant du sens aux savoirs que s'approprie l'enfant. Nul n'a jamais dit, chez les pédagogues, qu'il ne fallait plus apprendre le théorème de Pythagore. On a pu dire qu'il fallait l'apprendre en sachant pourquoi il est apparu dans l'histoire et en comprenant les usages qu'on allait pouvoir en faire de manière autonome. Ceci a pu être interprété comme un déni de transmission, mais

« Notre société est toxique pour un certain nombre d'enfants »

c'est au contraire un effort pour qu'elle soit réellement une transmission où l'autre n'est pas simplement un réceptacle. Ce sont là des idées très anciennes. Montaigne disait qu'il valait mieux avoir une tête bien faite qu'une tête bien pleine. Rousseau, lui, évoquait dans *L'Émile* la nécessité que l'enfant découvre par lui-même des connaissances que l'on va mettre sur sa route et dont on va organiser la découverte. Ce n'est pas parce que l'adulte met des connaissances sur la route et organise la découverte qu'il démissionne. Il met l'enfant en position d'être plus actif dans cette appropriation.

Le nombre de jeunes illettrés reste élevé. L'école n'a-t-elle pas montré ses limites dans sa volonté d'apprendre autrement ?

Le maximum d'illettrisme aujourd'hui ne se trouve pas chez les jeunes mais chez les plus de 60 ans qui ont appris avec les méthodes traditionnelles. L'illettrisme a reculé en France. Ce qui a augmenté, c'est l'exigence de la société par rapport à la maîtrise de la langue : on repère mieux ceux qui ne maîtrisent pas la langue. Ceux-là posent un vrai problème à l'école. Il faut trouver des outils et des moyens de faire de la maîtrise de la langue une vraie priorité pour tous, mais cela ne pourra pas se faire exclusivement à travers le seul traitement scolaire. La question de la place de la langue écrite dans la société contemporaine passe par la question du statut des nouveaux médias, de la presse. Notre société a abandonné progressivement toutes formes de correspondances écrites pour n'utiliser que le téléphone et aujourd'hui les textos.

Mais enseigner la langue écrite reste le rôle de l'école...

L'école est le budget le plus important de la société civile, et malgré cela, elle ne remplit pas tout à fait sa mission. On l'a vu dans le rapport Pisa. Elle laisse se développer les inégalités et les injustices sociales. Elle est fondamentalement inefficace dans la construction de la confiance en soi. Il nous faut repenser un certain mode de fonctionnement de l'école. Elle ne peut pas à elle seule panser toutes les blessures de la société, rétablir l'écrit dans une société qui le délègue. Les parents qui regrettent que leurs enfants ne maîtrisent pas bien la langue écrite n'écrivent plus à la Tatte de Bourgogne pour Noël ou le Jour de l'An mais lui téléphonent. Et

les gens qui, dans l'administration, stigmatisent les jeunes qui ne maîtrisent pas l'écrit produisent des courriers dans un français approximatif. Je suis le premier à dire qu'il faut faire de la maîtrise de la langue écrite une absolue priorité pour la société tout entière. C'est le projet éducatif de toute la société qu'il faut interroger.

Faut-il redéfinir les rôles éducatifs des différents acteurs ?

Oui, l'éducation n'est jamais que scolaire. À côté de l'école, de manière très structurante, il y a le rôle de la famille. Il y a aussi tout le rôle du tissu associatif social, culturel, sportif qui complétait auparavant traditionnellement l'école. On ne résoudra pas les problèmes éducatifs français par une énième réforme scolaire, si on ne mobilise pas une série d'autres acteurs.

La France est un des pays identifié en Europe comme mauvais dans l'apprentissage des langues étrangères. Diffuser aux heures de grande écoute sur la télévision les émissions étrangères en VO sous-titrée aurait le double avantage pour les enfants d'entendre une langue étrangère et d'apprendre avec les sous-titres leur langue maternelle tant sur le plan du vocabulaire que la grammaire. J'ai proposé à plusieurs ministres de l'éducation nationale successifs de l'imposer dans le cahier des charges des grandes chaînes. Je me suis toujours retrouvé confronté à une fin de non-recevoir : cela, me dit-on, serait moins confortable pour les adultes. Les adultes ne veulent plus aujourd'hui payer le prix pour que leurs enfants soient éduqués comme ils le souhaiteraient.

Les théories éducatives et pédagogiques axées sur le collectif ont-elles négligé le rôle de la famille ?

L'histoire des rapports entre l'école et la famille est complexe. Il y a 40/60 ans, la famille avait une confiance aveugle dans l'école. Elle a été ébranlée par plusieurs phénomènes. Tout d'abord, avec les crises économiques successives, les parents ont vu que la réussite scolaire ne garantissait plus la réussite sociale et l'emploi. Deuxième élément, beaucoup sont aujourd'hui au moins aussi instruits que les enseignants de leurs enfants : ils ne voient pas pourquoi ils n'auraient pas leur mot à dire sur la façon dont ceux-ci sont orientés. Enfin, élément peut-être le plus important, la montée depuis une cinquantaine d'années de l'individualisme

social : on fait moins confiance à nos institutions qu'aux stratégies individuelles que l'on déploie. Qu'il s'agisse de notre santé, de l'éducation, de notre rapport à la justice, on veut tout contrôler nous-même.

Le rapport à l'autorité est aujourd'hui largement mis à mal...

Il est sociologiquement faux de dire qu'il n'y a plus d'autorité. Ce sont d'autres qui l'exercent : les médias, Internet, les animateurs de télévision... On est capable de créer des queues de 500 m devant la Fnac la veille de la sortie de la nouvelle Playstation : ici, l'autorité, c'est Sony qui l'exerce sur les jeunes. Ceux qui exercent l'autorité légitime ont été très largement remplacés par une autorité sociale plus diffuse. Qu'est-ce qui fait que nos enfants seraient prêts à faire n'importe quoi si un chanteur à la mode le leur demandait alors qu'ils ne veulent plus faire quelque chose de tout à fait raisonnable si leurs parents ou leur professeur leur demandent ? Là encore, c'est une responsabilité sociale.

Comment renouer avec l'autorité ?

L'autorité sous sa forme traditionnelle est globalement, sinon destituée, du moins questionnée et par les parents eux-mêmes quand il s'agit de se soumettre à d'autres autorités, que ce soit celle du juge, du policier ou de l'autorité administrative. Les formes traditionnelles d'autorité ne sont plus acceptées comme telles. Ce n'est pas étonnant que cela déborde dans le domaine éducatif. Et ce n'est pas en criant plus fort ni en augmentant les sanctions que l'on restaurera l'autorité. Il faut reconstruire du faire ensemble entre les générations. Ce qui a été mis à mal depuis 30 ou 40 ans, c'est le lien intergénérationnel. Avant, dans toutes les familles, il y avait des activités intergénérationnelles. Quand vous faites du bricolage ou du jardinage, vous tenez votre autorité de votre compétence et de votre capacité à



« L'éducation, c'est un processus qui vise à l'émergence d'un sujet. »

« **Nous sommes la première civilisation où à peu près tout enfant qui vient au monde est un enfant désiré.** »



comprendre les contraintes du monde. Ce qui mine l'autorité, c'est quand elle est perçue non pas comme une nécessité mais comme l'expression du caprice de l'autre. Quand l'enfant découvre que l'autorité rend possible la réussite de l'activité, alors il entend la nécessité de l'autorité. À cet égard, nous avons beaucoup trop négligé l'éducation populaire, du scoutisme au travail bénévole intergénérationnel en passant par les clubs, qui sont des lieux de construction collective de la norme. Ce qui fait défaut aujourd'hui, c'est la construction du cadre : exister dans un collectif où il y a des normes qui s'imposent à tous parce que ce sont les conditions de la réussite collective.

Les activités proposées aux enfants se sont pourtant développées...

Oui mais nous sommes dans la consommation d'activités à la carte. Ce qu'on appelle la crise de l'autorité est lié à des phénomènes civilisationnels et conjoncturels. Elle n'est pas une catastrophe. Elle est peut-être la possibilité de refonder une éducation sur des valeurs partagées dès lors que la société accepterait de faire de l'éducation sa priorité. C'est vrai pour l'école, pour la ville. Dans le square de mon quartier, le gardien a été remplacé par une caméra de vidéo surveillance. Il y a là un déni d'éducation. La caméra va permettre de sanctionner le coupable d'infractions, mais le gardien ne faisait pas que cela : il parlait, donnait des conseils, mettait parfois en relation une personne âgée avec un gamin. Un vieux proverbe africain dit : il faut tout un village pour élever un enfant. La disparition des formes théocratique et autocratique du pouvoir doit s'accompagner d'un développement supplémentaire de l'éducation. Dans une société où il y a un pouvoir qui vient du ciel, que ce soit celui de la religion ou des partis politiques, où il y a un diable ou une menace explicite d'une sanction, la normalisation s'effectue naturellement. Dès lors que nous entrons dans une société sécularisée, il faut refonder l'éducation sur d'autres valeurs.

Faut-il proposer aux parents de nouveaux outils ?

La question de la parentalité est une vraie question. Être parent, ce n'est pas dans les gènes. Depuis l'origine des temps, les parents utilisaient avec leurs enfants les méthodes qui avaient

réussi pour eux-mêmes. Sauf qu'aujourd'hui, un parent ne trouve pas la réponse aux questions : à quel âge acheter un téléphone portable ? Que faire avec un jeune collégien qui passe 7 heures par jour sur Internet ? Nous sommes face à des réalités qui posent des questions nouvelles et sur lesquelles nous n'avons pas vraiment réfléchi. Et je le dis avec beaucoup de clarté : la France est l'un des pays européens les plus en retard sur la formation à la parentalité. Une des premières réponses serait de développer des lieux d'échange et de parole comme les lieux enfants/parents, et même des lieux grand-parents/parents/enfants. Pour faire face au grand défi éducatif, l'un des éléments fort est de reconstruire le lien intergénérationnel.

Que pensez-vous de l'augmentation du nombre d'enfants confié au Conseil général par voie judiciaire ?

On ne sait pas s'il y a plus d'enfants dans ces situations ou si on les voit plus. Peut-être que nos sociétés sont plus attentives à cela, que les violences sont plus signalées. Il n'empêche que la situation est préoccupante. De plus en plus d'enfants sont dans la toute puissance. Pour le comprendre, il faut regarder l'évolution de la famille. Nous sommes la première civilisation depuis l'origine des hommes où à peu près tout enfant qui vient au monde est un enfant désiré. Quand il naît, il fait le bonheur de ses parents. Il y a peu de temps encore, c'était à eux de faire son bonheur. Les ébranlements du tissu familial aboutissent souvent à placer l'enfant dans une position d'arbitre vis-à-vis de ses propres parents. Chacun des deux veut apparaître comme le bon parent et refuse de sanctionner, de placer des interdits. L'enfant sait qu'il a autour de lui des adultes qui rivalisent pour être à ses yeux le bon adulte. Il intériorise un pouvoir terrible. Nous n'avons pas de solutions éducatives toutes faites pour ces enfants-là. Il faut les construire.

Quelle place a finalement l'enfant dans notre société ?

Notre société est toxique pour un certain nombre d'enfants dès lors aussi qu'elle instrumentalise ce phénomène familial et en faisant de l'enfant un cœur de cible publicitaire. La consommation

effrénée est devenue le gage de l'existence. 43 % des produits achetés par les parents sont prescrits par les enfants. Près de 40 % des élèves d'école primaire regardent la télévision le matin avant d'aller à l'école. Deux chaînes commerciales, TF1 et M6, se disputent les enfants le matin : elles font une énorme partie de leur recette publicitaire sur ce créneau-là. On active en permanence chez l'enfant une espèce de frénésie consummatrice quasiment compulsive. Tout cela s'ajoute aux phénomènes familiaux et sociaux. On ne résoudra pas les problèmes éducatifs de notre société si on ne repose pas les questions sur la non-instrumentalisation de l'enfant. Cette crise nécessite deux types d'action : une en amont de réflexion et une en aval sur les actions et les outils à mener pour réparer les dégâts.

Vous vous êtes récemment engagés dans la vie politique...

Oui, à plus de 60 ans !

Vos nouvelles fonctions ont-elles fait évoluer vos points de vue sur l'éducation ?

Je m'intéressais aux difficultés de l'école, mais je n'avais pas pris conscience du phénomène de déscolarisation. 10 % des Rhônalpins de 16 à 25 ans ne sont ni lycéens, ni apprentis, ni étudiants, ni salariés, ni en formation professionnelle. Ils ne font rien. Et le temps pendant lequel ils ne font rien est long : la moyenne est de 37,5 mois. Je suis très préoccupé de ces jeunes de nulle part, qui n'émargent à aucune politique publique et qui sont dans une misère grise. Or dans nos sociétés, la misère grise, on s'en fout, on traite la misère gore. Si ces jeunes comprennent cela, ils vont basculer dans la misère gore. Ce sont les vraies victimes invisibles de la société. Je ne l'avais pas perçu autant que depuis que je suis élu. Notre jeunesse est plus oubliée qu'on ne le dit. Quelle place donnons-nous à nos enfants pour qu'ils se construisent comme sujet ? C'est un défi à relever.

Propos recueillis par Pauline Froppier.